



**DÉCISION n° 2022/101 273**

République française  
Département du Gard  
**Commune de Vauvert**  
Service juridique

**Objet :** Mise à disposition d'une parcelle de terrain sise sur la commune du Cailar appartenant à Monsieur Xavier Ruas au profit de la commune de Vauvert

**Le maire de la commune de Vauvert,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2122-22,

**VU** la délibération n° 2021/05/082 en date du 27 mai 2021, déléguant à Monsieur le maire, pour la durée de son mandat, l'ensemble des missions complémentaires prévues à l'Article L2122-22 susvisé et notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

**VU** l'arrêté n° 2020/07/1048 en date du 17 juillet 2020 portant délégation de fonctions de Madame Annick Chopard, adjointe au maire,

**CONSIDÉRANT** l'organisation des déjeuners quotidiens aux près dans le cadre des fêtes votives avec le départ des *Abrivados* depuis les près dits *du Pont des Demoiselles* au Cailar jusqu'à Vauvert, nécessitant de disposer d'un espace de terrain conséquent pour le stationnement des véhicules,

## DÉCIDE

**Article 1 :** Pour la période du 13 au 21 août 2022 inclus, une convention est conclue avec Monsieur Xavier Ruas, demeurant *Mas des Mauvinettes*, route du Pont des Tourradons, 30740 Le Cailar, pour la mise à disposition d'une parcelle de terrain cadastrée Section ZE numéro 76, sise *Pont des Demoiselles* au Cailar au profit de la commune de Vauvert.

**Article 2 :** La location est consentie moyennant un loyer annuel de 300,00 euros (trois cents euros).

**Article 3 :** La dépense correspondante sera prélevée au budget des festivités de l'année concernée en cours : 011 – 6132 – 0241 – 0240.

**Article 4 :** Madame la directrice générale des services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Vauvert, le 14 OCT. 2022

Pl le maire,  
L'adjointe déléguée aux finances,  
aménagement urbains, voirie, travaux,  
réseaux eaux et assainissement, patrimoine  
et cimetières,



**Annick Chopard**



Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de :

- son dépôt en préfecture le.....
- sa notification le.....
- sa publication le.....

et informe qu'en vertu du décret 83-1025 le présent peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter du .....

Pour le maire par délégation,  
la directrice générale des services,  
Yolande Cavalier  
Yolande Cavalier